

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'Hon. L.-A. TASCHEREAU

Premier Ministre et Trésorier de la Province

A

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 26 novembre 1931



1931

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'Hon. L.-A. TASCHEREAU

Premier Ministre et Trésorier de la Province

A

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 26 novembre 1931



1931

DISCOURS SUR LE BUDGET

M. l'Orateur,

A l'époque de tension que nous traversons actuellement, les fonctions de trésorier d'un pays ou d'une province sont un sort qu'on ne doit pas envier. Mais, si on me laissait choisir, Québec serait encore l'objet de ma prédilection. Car, en ce moment même où l'on voit tous les gouvernements lutter contre les flots submergeants de leurs difficultés financières, alors que les institutions hier les plus fortes et les plus solidement établies chancellent et vont même jusqu'à s'effondrer, notre bonne vieille Province de Québec survit: elle va toujours de l'avant, avec vaillance, et sait encore comment s'y prendre pour équilibrer son budget et annoncer des surplus.

Cependant, il me faut le déclarer de nouveau, les fonctions du trésorier sont difficiles à remplir. Il se trouve pris entre deux problèmes embarrassants.

D'un côté, il doit pourvoir au développement économique de la province et faire face aux lourdes dépenses résultant de la nécessité qu'il y a de secourir les chômeurs et de continuer les travaux publics importants déjà commencés et, d'un autre côté, il doit tenir compte de l'avis de ceux qui refusent de contribuer même pour un denier de plus afin de lui permettre de joindre les deux bouts de son budget.

Le public semble être parfois d'opinion que les ressources d'un gouvernement sont inépuisables et qu'il doit accéder à toutes les demandes apparemment légitimes qui lui sont faites; mais, d'un autre côté, on proclame à son de trompe que le fardeau des contribuables doit être allégé et que les taxes qu'il supporte doivent être réduites au minimum.

Les conditions économiques mondiales dont j'ai parlé dans mon discours sur le budget du mois de janvier dernier existent encore et la gravité de la dépression qui en résulte, dans tous les milieux de l'activité humaine, a augmenté, au cours du printemps et de l'été de 1931, pour atteindre son point culminant, on l'espère maintenant, en général, depuis relativement peu de jours.

Au cours des mois derniers, le monde financier a subi plusieurs chocs successifs, sous les formes suivantes: suspension du paiement de leurs obligations, en or, par plusieurs gouvernements, faillites de banques, des membres de la Bourse se déclarant insolubles, etc., etc.

Ces événements ont eu pour conséquence le retrait presque complet des facilités qu'accordaient, en fait de crédit, les nations créancières du monde.

Des lueurs d'espoir s'élèvent maintenant à l'horizon.

La Grande-Bretagne marchant en tête, les gouvernements déploient des efforts résolus, afin d'équilibrer leurs budgets; les prix des produits de la ferme,—du blé surtout, élément nécessaire à la prospérité du Canada,—ont repris un mouvement ascendant, de même que quelques-uns des métaux produits en notre pays,—de sorte que, je l'espère, nous allons maintenant être témoins d'une amélioration, lente mais sûre, au cours de l'an prochain.

La Province de Québec,—bien qu'ayant souffert en partie de la dépression,—l'a traversée, je suis fier de le déclarer, en conservant la position qu'elle occupe, en ce qui regarde le crédit, et,—je vais bientôt vous le démontrer,—avec un modeste surplus des revenus ordinaires sur ses dépenses ordinaires, pendant l'année fiscale terminée le 30 juin dernier.

On se rappelle que, pendant l'année fiscale 1929-1930, les opérations financières du gouvernement de Québec ont donné le résultat suivant:—

Recettes ordinaires.....	\$ 43,585,140 83
Dépenses ordinaires.....	39,374,910 31

Excédent des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires, 1929-1930.....	\$ 4,210,230 52
--	-----------------

Pour l'année fiscale 1930-1931 ou l'année terminée le 30 juin, 1931, mon prédécesseur à ce ministère, lors de son dernier discours sur le budget, en cette Chambre, soumit les prévisions suivantes:—

Recettes ordinaires prévues.....	\$ 36,117,950 70
Dépenses ordinaires prévues.....	35,230,293 12

Surplus probable des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires, 1930-1931.....	\$ 887,657 58
--	---------------

Cependant, les résultats réels des opérations financières du gouvernement, pour la dernière année fiscale, peuvent se résumer de la manière suivante:—

Recettes ordinaires:

(Autres que recettes au compte du capital, fonds en fidéicomis, dépôts, etc).....	\$ 41,630,620 26
---	------------------

Dépenses ordinaires:

(Autres que dépenses au compte du capital, fonds en fidéicomis, dépôts, etc.).....	40,853,844 59
--	---------------

Excédent des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires, 1930-1931.....	776,775 67
--	------------

Recettes au compte du capital et autres recettes.....	20,392,128 48
---	---------------

21,168,904 15

Dépenses au compte du capital et autres dépenses.....	21,517,000 30
---	---------------

Excédent du total des dépenses au compte du capital et des autres dépenses sur les recettes totales.....	348,096 15
--	------------

Argent en banques, le 30 juin, 1930.....	2,834,145 27
--	--------------

\$ 2,486,049 12

Mandats autorisés mais non payés:

30 juin, 1931.....	\$ 3,098,639 27	
30 juin, 1930.....	2,510,640 97	587,998 30

Argent en banques, le 30 juin, 1931.....	\$ 3,074,047 42
--	-----------------

Les revenus de l'année, à mon avis, ne peuvent être jugés autrement que satisfaisants et surtout si l'on tient compte des conditions graves qui ont régné dans l'industrie et l'agriculture durant ce laps de temps. Le trésor a été nécessairement chargé de fardeaux additionnels, mais notre gouvernement a rempli ses promesses et accordé son attention à ses nouvelles obligations, chaque fois que la chose a été nécessaire.

Il n'est peut-être pas inopportun de faire maintenant connaître, sous forme de pourcentages, nos revenus et nos dépenses :

REVENU

Subside du Dominion.....	5 10	
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....	18 50	
Terres et forêts.....	11 64	
Loi des véhicules automobiles.....	13 00	
Droits et honoraires, gazoline.....	10 58	
	<hr/>	58 82
Droits sur les successions.....	16 04	
Taxes sur les corporations.....	8 23	
Licences d'hôtels et de magasins, etc.....	5 10	29 37
	<hr/>	
Autres revenus ordinaires.....		11 81
		<hr/> 100%

DÉPENSES

Instruction publique.....	10 74	
Voirie et mines.....	28 23	
Travaux publics et travail.....	7 37	
Agriculture.....	8 38	
Terres et forêts.....	6 39	
Colonisation.....	6 44	67 55
	<hr/>	
Administration de la justice.....	5 03	
Gouvernement civil.....	5 46	10 49
	<hr/>	
Intérêts et fonds d'amortissement.....	10 77	
Autres dépenses ordinaires.....	11 19	
		<hr/> 100%

Lorsqu'il apparut aux observateurs attentifs que la crise économique continuerait et qu'il fallait quelque chose de plus que de l'optimisme et le désir de voir luire le soleil d'une nouvelle prospérité, notre gouvernement se trouvait en face de deux alternatives. Il était libre de consacrer ses efforts à favoriser la main-d'œuvre et soulager le chômage, à maintenir le peuple satisfait et heureux, en économisant avec soin toutes les ressources disponibles, et de dépenser chaque dollar qui pouvait être épargné sur les déboursés courants nécessaires à l'administration, en encourageant les travaux

provinciaux et en développant les entreprises provinciales et l'agriculture et, en somme, tout ce qui pouvait être durable et salubre au commerce et aux affaires dans la province.

Ou bien encore, notre gouvernement était libre de s'engager dans une politique de mesures sociales avancées et d'emprunts, sans se soucier des conséquences ou des appels à l'examen de la prudence ordinaire, politique ruineuse et destructive dont les résultats néfastes sont bien connus—qui conduit au désastre économique, augmente le fardeau des services publics, fait hausser la taxe et élude les responsabilités, en laissant la plus entière confusion retomber sur ceux qui viennent dans la suite.

Notre gouvernement, croyant fermement agir dans l'intérêt de la Province, a choisi la première alternative, et le fruit de sa sagesse apparaît dans nos états financiers

ANNÉE COURANTE

Les recettes provenant des revenus ordinaires durant les quatre mois terminés le 31 octobre, 1931, bien qu'inférieures à celles de l'année dernière, sont, en somme, satisfaisantes, mais les dépenses ordinaires, étant supérieures à celles de l'an dernier à la même date, le gouvernement devra pratiquer la plus stricte économie, afin de pouvoir équilibrer sûrement son budget, le 30 juin prochain.

PRÉVISIONS DE 1932-1933

Le budget des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin, 1933, qui doit être soumis à l'approbation de cette Chambre, a été préparé avec soin, en tenant compte des résultats des années précédentes et des conditions financières existantes, d'après les rapports des ministres des différents départements du service civil, dont les sommaires sont les suivants:

Recettes ordinaires probables.....	\$ 39,575,252 23
Dépenses ordinaires probables.....	39,387,961 64
Surplus.....	\$ 187,290 59

De temps à autre, certains doutes ont été exprimés et certaines accusations ont été portées par ceux qui nous critiquent, au sujet de l'exactitude et des méthodes de nos comptes publics et, en particulier, en ce qui regarde les surplus annuels déclarés par notre gouvernement. Afin d'obtenir une opinion incontestable, la firme de comptables, MM. Price, Waterhouse & Company, de Montréal, de réputation internationale, a donc été chargée d'examiner les comptes de la Province.

Je sou mets maintenant l'état détaillé des recettes perçues et des déboursés pour l'année fiscale terminée le 30 juin, 1931, qui est approuvé par l'assistant-trésorier et l'auditeur de la Province et qui est accompagné du certificat de MM. Price, Waterhouse & Company.

ÉTAT des recettes et déboursés en argent pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931, comprenant les mandats autorisés mais non payés, au commencement et à la fin de cette année.

Recettes autres que capitales, fonds en fiducie, dépôts, etc.:—

De taxes:—

Département du trésor, Bureau
du revenu:—

Droits sur les successions.....	\$ 6,916,636 60	
Moins:—Remboursements..	241,417 54	6,675,219 06

Loi des véhicules-moteurs.....	5,414,527 23	
Moins:—Remboursements..	4,779 67	5,409,747 56

Taxe sur la gasoline.....	4,703,160 75	
Moins:—Remboursements..	298,000 32	4,405,160 43

Taxe sur les corporations.....	3,426,804 65	
Moins:—Remboursements..	1,954 40	3,424,850 25

Taxe sur transferts de valeurs.	398,315 13	
Moins:—Remboursements..	418 40	397,896 73

Licences d'hôtels, restaurants, etc.....	364,512 25	
Moins:—Remboursements..	4,283 44	360,228 81

Autres taxes.....	140,158 03	
Moins:—Remboursements..	36 04	140,121 99

20,813,224 83

Département du trésor, Bureau
des assurances.....

	126,965 00	
Moins:—Remboursements..	2,205 19	124,759 81

Loi des liqueurs alcooliques,
permis et droits:—

Année fiscale 1930-31.....	1,299,278 65	
Année fiscale 1929-30.....	833,333 34	2,132,611 99

Secrétaire provincial.....		35,760 00
----------------------------	--	-----------

Dépt. de la chasse et des pê-
cheries.....

	22,903 00	
Moins:—Remboursements...	271 00	22,632 00

Dépt. des travaux publics et du
travail, comprenant certains
péages, de pont, \$135,901.71.

	217,414 94	23,346,403 57
--	------------	---------------

A reporter		23,346,403 57
------------------	--	---------------

ÉTAT des recettes et déboursés pour l'année fiscale terminée le 30 Juin 1931, comprenant les mandats autorisés mais non payés, au commencement et à la fin de cette année.

Reporté.....		\$ 23,346,403 57	
Autres sources:—			
Subside de la Puissance du Canada, basé sur la population...	2,128,959 20		
Intérêt.....	1,223,296 04		
Compte de commerce de la Commission des liqueurs de Québec	8,700,721 35		
Moins:—au fonds de l'Assistance publique.....	1,000,000 00	7,700,721 35	
Ressources naturelles:—			
Terres et forêts.....	4,852,920 94		
Moins:—Remboursements..	6,953 95	4,845,966 99	
Mines.....	572,192 06		
Moins:—Remboursements..	6,639 64	565,552 42	
Colonisation, chasse et pêcheries.....	393,912 76		
Moins:—Remboursements..	7,920 83	385,991 93	
Honoraires, différents départements.....		541,800 52	
Amendes, différents départements.....	99,545 35		
Moins:—Remboursements..	631 00	98,914 35	
Contributions municipales, excepté celles des asiles d'aliénés, écoles de réforme et d'industrie et Assistance publique:—			
Loi des bons chemins (intérêts).....	514,077 91		
Entretien des prisonniers...	26,670 95	540,748 86	
Divers, différents départements.	252,297 53		
Moins:—Remboursements..	32 50	252,265 03	18,284,216 69
A reporter		41,630,620 26	

ÉTAT des recettes et déboursés en argent pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931, comprenant les mandats autorisés mais non payés, au commencement et à la fin de cette année.

Recettes autres que capitales, fonds en fiducie, dépôts, etc.:—

Reporté.....			\$ 41,630,620 26
Déboursés chargeables au revenu consolidé, conformément aux exigences des lois les régissant:—			
Dette publique:—			
Intérêts et frais d'administration.....	3,295,361 88		
Transferts aux fonds d'amortissement.....	1,104,277 29	4,399,639 17	
Législation.....		791,564 37	
Gouvernement civil:—			
Salaires.....	2,015,868 22		
Dépenses contingentes.....	215,563 72	2,231,431 94	
Administration de la justice.....		2,055,589 07	
Secrétaire provincial:—			
Instruction publique, etc.....	4,385,822 51		
Hygiène.....	748,881 63		
Asiles d'aliénés.....	1,763,092 22		
Moins:—Remboursements..	747,739 77	1,015,352 45	
Écoles de réforme et d'industrie.....	517,350 07		
Moins:—Remboursements ..	215,341 32	302,008 75	6,452,065 34
Travaux publics et travail.....			3,012,082 14
Voirie et mines:—			
Voirie.....	11,233,976 03		
Mines.....	298,571 18	11,532,547 21	
Agriculture.....		3,422,259 86	
Terres et forêts.....		2,611,686 26	
Colonisation, chasse et pêcheries.....		2,636,767 66	
Charges sur le revenu.....	840,441 24		
Moins:—Remboursements....	5,703 14		
		834,738 10	
Services divers.....		848,183 47	
Institutions de bienfaisance, autres que paiements faits à même le fonds de l'Assistance publique.....		25,290 00	
			40,853,844 59
Excédent des recettes sur les déboursés, ci-dessus.....			776,775 67

ÉTAT des recettes et déboursés en argent pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931, comprenant les mandats autorisés mais non payés, au commencement et à la fin de cette année.

Excédent des recettes sur les déboursés:—

Reporté		\$ 776,775 67
Autres recettes:		
Capital—Emmagasinement des eaux, loi des bons chemins, péages de ponts, moins entretien, \$164,052.36 etc.....	565,362 36	
Fonds en fiducie, dépôts, etc.....	9,246,611 88	
Fonds de l'Assistance publique..	3,225,654 24	
Produits de la vente d'obligations.....	7,354,500 00	
		20,392,128 48
Autres déboursés:—		
		21,168,904 15
Capital—Emmagasinement des eaux, ponts, palais de justice, loi des bons chemins, etc.....	5,336,545 95	
Fonds en fiducie, dépôts, etc.....	9,564,794 26	
Fonds de l'Assistance publique..	3,615,660 09	
Remboursement d'emprunts temporaires.....	3,000,000 00	21,517,000 30

Excédent du total des déboursés comprenant capital, fonds en fiducie, dépôts, Assistance publique, etc., sur les recettes totales.....

		348,096 15
Argent en banques au 30 juin 1930.....		2,834,145 27
Mandats autorisés mais impayés:—		2,486,049 12
30 juin 1931.....	3,098,639 27	
30 juin 1930.....	2,510,640 97	587,998 30
Argent en banques, au 30 juin 1931.....		3,074,047 42
Argent en mains, dans les départements, au 30 juin 1931.....		287,174 86
Total des argents en mains et en banques, tel que d'après l'état de la position financière de la Province, au 30 juin 1931.....	\$	3,361,222 28

Nous avons examiné les livres et les comptes du gouvernement de la Province de Québec, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931. Quoique nous n'ayons pas examiné les pièces justificatives appuyant tous les paiements, nous avons fait de nombreux essais, sous ce rapport, de même que sur le contrôle interne exercé par l'auditeur de la Province, et sommes satisfaits que les recettes et les paiements ont été traités en conformité avec les exigences de la loi. Les recettes, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931, comprennent un montant de \$833,333.34 représentant des permis émis et des droits perçus en vertu de la loi des liqueurs alcooliques, au 30 juin 1931, mais non inclus dans les recettes de l'année terminée à cette date.

Sujet au paragraphe précédent, nous sommes d'opinion que l'état ci-dessus démontre le montant exact des recettes et des déboursés du trésorier de la Province, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1931, tenant compte des mandats autorisés mais impayés, au commencement et à la fin de cette année.

Price, Waterhouse & Co.
Comptables agréés.

Montréal, 5 octobre 1931.

Ces états sont clairs et s'expliquent d'eux-mêmes. Mais je ne puis continuer sans faire une brève observation. A une époque où les obligations des gouvernements du monde entier sont soumises à l'examen le plus approfondi, la relation entre les charges provenant de notre dette publique et notre revenu ordinaire total, est très concluante. Pour le dernier exercice financier, elle a été de 10.5 pour cent, proportion très peu élevée qui, entre autres éléments et si on la compare à celle des autres gouvernements et des municipalités les plus importantes, assure à la Province de Québec le cachet d'un crédit si élevé. De plus, on devra remarquer que notre revenu provenant de chacune des sources suivantes: droits sur les successions, loi des véhicules automobiles, taxe sur la gasoline, Commission des liqueurs de Québec et terres et forêts, aurait suffi à solder tout l'intérêt et les fonds d'amortissement requis pendant l'année.

Comme dans le domaine commercial où il est d'usage de présenter un état certifié de la situation financière, à la fin de l'exercice financier, je sou mets celui de la Province de Québec, préparé par le département du trésor, approuvé par l'auditeur de la Province et certifié par M.M. Price, Waterhouse & Company:

ÉTAT CERTIFIÉ DE LA SITUATION FINANCIERE, LE 30

PROVINCE

État de la position finan

ACTIF

Argent en mains et en banque.....	\$2,220,729 21	
Comptes recevables, moins réserve pour comptes douteux.....	6,758,966 72	
Intérêts accrus.....	411,052 38	9,390,748 31
Fonds spéciaux, dépôts et comptes en fiducie:—		
Argent en mains et en banque.....	1,140,493 07	
Valeurs au pair.....	4,284,352 01	
Recevable du gouvernement fédéral— (aide au chômage).....	1,476,378 88	6,901,223 96
Avances aux municipalités pour emprunts relogement, garanties par \$6,754,000.00 de débentures des municipalités, au pair.....	6,584,687 72	
Moins:—Fonds d'amortissement fournis par les municipalités.....	1,963,061 73	4,621,625 99
Commission des liqueurs—actif courant.....		3,564,135 71
Puissance du Canada.....		1,075,603 98
Inventaires de l'équipement, des machineries et fournitures—tel que pris et évalués par les fonctionnaires des départements.....		3,478,886 89
Depenses applicables contre les revenus futurs..		526,433 05
		29,558,657 89
Contrat avec la Banque d'Hochelega —		
Paiements et intérêts accumulés sur ledit contrat, représentés par valeurs et argent en mains.....	1,026,800 20	
Balance à être pourvue par paiements différés et intérêts.....	13,973,199 80	15,000,000 00
Placements aux fonds d'amortissement —		
Placements au prix coûtant (comprenant \$7,-662,284.37 au pair de valeurs de la Province de Québec au prix coûtant de \$7,142,456 15 et autres valeurs au prix coûtant de \$479,-618.40).....	7,622,074 55	
Argent non investi.....	1,195,179 48	8,817,254 03
A reporter.....		53,375,911 92

JUIN, 1931, ET DE LA DETTE CONSOLIDÉE, LE 30 JUIN, 1931

DE QUEBEC

cière, au 30 Juin 1931

PASSIF

Comptes payables, comprenant mandats non payés.....	\$ 9,479,512 71	
Intérêts accrus sur dette consolidée.....	563,160 76	\$ 10,042,673 47
Dépôts judiciaires, dépôts des compagnies d'assurance et de fidéicommiss et dépôts des entrepreneurs.....	1,140,493 07	
Municipalités, aide au chômage.....	1,476,378 88	
Valeurs, au pair, détenues par les municipalités, les corporations scolaires, les compagnies d'assurance, etc.....	4,284,352 01	
	6,901,223 96	
Balances au crédit de l'Assistance publique et d'autres fonds et dépôts spéciaux.....	4,028,357 55	10,929,581 51
Puissance du Canada, emprunts re-logement		5,384,687 72
Taxes sur corporations, etc.—payé d'avance.....		2,414,750 77
		<hr/> 28,771,693 47
Débiteures émises à la Banque d'Hochelaga en vertu de la loi 14 Geo. V, c. 3, échéant en 1964, voir compte opposé.....		15,000,000 00
Dettes consolidées (tel qu'état ci-attaché) — Le rachat à échéance de \$49,874,907.70 du total de la dette consolidée est pourvu par les appropriations des fonds d'amortissement.....		69,235,291 58
A reporter.....		<hr/> 113,006,985 05

PROVINCE DE
État de la position finan

ACTIF

Reporté.....		\$ 53,375,911 92
Travaux publics et édifices, construction de chemins, et autres dépenses:—		
Édifices publics, portés aux livres à.....	19,657,231 91	
Barrages et travaux, moins dépréciation.....	6,762,080 07	
Entrepôt de la Commission des liqueurs, moins dépréciation.....	1,902,337 47	
Ponts de péage, valeurs aux livres.....	1,578,662 65	
Moins:—Recettes (nettes) applicables contre le coût.	1,133,170 35	445,492 30
Construction de chemins.....	65,083,738 48	
Moins:—Rayé des livres durant les dix années se terminant le 30 juin 1931...	16,340,274 33	
Balance représentant dépenses en vertu de la Loi des bons chemins, 1912 ...	48,743,464 15	
Aide à la colonisation en vertu de la loi 10 Geo. V, c. 6.....	6,013,862 94	
Aide au chômage en vertu de la loi 21 Geo. V, c. 2, moins \$358,340.77 rayés des livres contre le revenu.....	2,150,044 60	
Escompte sur dette consolidée, moins proportion amortie.....	1,381,081 69	87,055,595 13
Fonds commun des écoles des provinces d'Ontario et de Québec, entre les mains du gouvernement fédéral —Proportion inscrite comme applicable à la province de Québec, par compte opposé.....		1,189,972 65
A reporter.....		141,621,479 70

QUEBEC.

cière, au 30 Juin 1931—Suite

PASSIF

Reporté.....\$113,006,985 05

Réserve pour fonds d'amortissement:—

Accumulée des revenus et traitée comme une
réserve pour dépréciation sur édifices et
amortissement des dépenses, par compte
opposé..... 8,817,254 03

Surplus accumulé..... 18,607,267 97

Surplus provenant du fonds commun des écoles,
par compte opposé..... 1,189,972 65

A reporter..... 141,621,479 70

PROVINCE DE
État de la position finan

ACTIF

Reporté.....	\$ 141,621,479 70
Subside annuel de la Puissance du Canada, capitalisé sur une base de rendement de 5%, par compte opposé.....	42,579,184 00
	<hr/> \$184,200,663 70 <hr/>

Note:—Aucune évaluation n'a été déterminée pour les ressources naturelles de la Province, telles que forêts, terres, forces hydrauliques, etc.

Nous avons examiné les livres et les comptes du gouvernement de la Province 1931—qui prend en considération certains actifs et passifs de la Province non financière réelle de la Province, au 30 juin 1931. Les prévisions pour les fonds déduit du coût de construction des chemins correspond au montant chargé au

MONTREAL, 5 octobre 1931.

QUEBEC

cière, au 30 Juin 1931—Suite

PASSIF

Reporté.....\$ 141,621,479 70

Surplus provenant de la capitalisation du subside
de la Puissance du Canada, par compte opposé 42,579,184 00

\$184,200,663 70

Passif indirect:—

Déventures dont le capital et l'intérêt sont
garantis par la Province de Québec 3,900,400 00

Emprunts de banques, garantis..... 513,000 00

Déventures des chemins à barrières de la rive
nord, Québec, pas encore échangées, pour
lesquelles des déventures de la Province de
Québec sont détenues par le trésorier de la
Province..... 23,700 00

Intérêts accrus au 30 juin
1931..... 17,972 50 41,672 50

\$4,455,072 50

Le passif indirect ci-haut n'inclut pas les promesses de payer du
fonds de l'Assistance publique, à certaines institutions, des versements
annuels, sur une période déterminée, pour être appliqués au paiement
de déventures et de l'intérêt s'y rattachant, se totalisant à \$9,988,238.81.

vince de Québec et certifions que, dans notre opinion, l'état ci-haut, au 30 juin
inscrits aux livres du trésorier de la Province à cette date—démontre la position
d'amortissement sont en conformité avec les arrêtés-en-conseil et le montant
surplus aux livres de la Province.

PRICE, WATERHOUSE & CO.

Comptables agréés.

PROVINCE

Dette consolidée—

Date d'émission		Date d'échéance	Payable à
1 mars 1894..	1 mars	1934	Londres, Montréal
1 mai 1896..	1 mai	1936	Londres, Montréal
1 mai 1916..	1 mai	1936	Québec, Montréal
1 avril 1897..	1 avril	1937	Londres, Montréal
1 avril 1897..	1 avril	1937	Londres
1 mai 1918..	1 mai	1938	Québec, Montréal
15 mars 1923..	15 mars	1943	Québec, Montréal, Toronto
1 juin 1916..	1 juin	1946	Québec, Montréal
2 mars 1925..	2 mars	1950	Québec, Montréal, New-York, Toronto
1 janv. 1913 }	1 janv.	1954	Londres
1 juil. 1914 }			
30 déc. 1894..	20 janv	1955	Londres, Paris
15 sept. 1916..	15 sept.	1956	Québec, Montréal
1 juil. 1926..	1 juil.	1956	Québec, Montréal, New-York, Toronto
1 mai 1927..	1 mai	1957	Québec, Montréal, New-York, Toronto
1 mai 1927..	1 mai	1957	Québec, Montréal, New-York, Toronto
1 fév. 1928..	1 fév.	1958	Québec, Montréal, New-York, Toronto
1 mai 1931..	1 mai	1961	Québec, Montréal, New-York, Toronto

Note:—(1) Versement initial **re** fonds d'amortissement dû dans l'année 1932.

DE QUÉBEC

30 Juin 1931—Suite

Cédule "A"

Taux d'intérêt %	Valeur au pair de débentures et d'actions émises	Montant pourvu par fonds d'amortissement	Montant pour lequel aucun fonds d'amortissement, n'a été pourvu	Fonds d'amortis- sment pourvu au 30 juin 1931
4	\$ 2,530,666 67	\$.....	\$2,530,666 67	\$.....
4	292,000 00	.....	292,000 00	.....
5	133,800 00	.....	133,800 00	.....
3	1,341,346 06	760,380 00	580,966 06	760,380 00
3	9,236,031 48	1,743,526 83	7,492,534 65	1,374,933 84
5	37,100 00	.....	37,100 00	.....
5	3,557,000 00	.....	3,557,000 00	.....
4½	2,500,000 00	2,500,000 00	.....	964,293 41
4½	15,000,000 00	15,000,000 00	.....	2,403,955 53
4½	1,949,586 67	5,727,000 87	.....	1,971,545 54
	3,777,414 20			
3	4,736,316 50	.....	4,736,316 50	.....
4½	144,000 00	144,000 00	.....	28,601 64
4½	7,500,000 00	7,500,000 00	.....	730,520 87
4½	1,000,000 00	1,000,000 00	.....	302,885 20
4½	3,000,000 00	3,000,000 00	.....
4	5,000,000 00	5,000,000 00	.....	280,138 00
4½	7,500,000 00	7,500,000 00	.....	(1)
\$ 69,235,291 58		49,874,907 70	19,360,383 88	8,817,254 03

Ces états, à mon sens, n'exigent aucune explication.

La situation de la Province, en ce qui regarde les obligations émises pour la Banque d'Hochelaga, en vertu de la loi 14 George V, chapitre 3, est ainsi exposée:

Obligations émises.....	\$ 15,000,000 00
Moins: versements et intérêts accumulés, représentés par les valeurs et l'argent en mains.	1,026,800 20

Balance à recevoir sur versements différés et intérêts.....	13,973,199 80
---	---------------

La situation de la dette consolidée de la Province est parfaitement claire et ne donne lieu à aucune erreur:

Dette consolidée, 30 juin, 1931.....	\$ 69,235,291 58
Moins: placements des fonds d'amortissement, et fonds d'amortissement en caisse, non placés ..	8,817,254 03

Dette consolidée nette, le 30 juin, 1931.....	60,418,037 55
---	---------------

Cela indique une augmentation nette, depuis le 30 juin, 1930, de \$6,395,510.71, représentée par la vente effectuée le 30 avril dernier, de \$7,500,000.00 d'obligations, de trente ans, à 4 1-4%, moins les accroissements des fonds d'amortissement. Au sujet de la vente de cette nouvelle émission, il est intéressant de remarquer que les journaux, dans leurs remarques, ont signalé l'importance du fait qu'elle constituait le premier emprunt à long terme contracté par la Province de Québec depuis février, 1928, et, après la vente, ils déclaraient: "On attache beaucoup d'importance à cette transaction, parce qu'elle établit le coût le plus bas d'emprunt à long terme contracté par aucun gouvernement, provincial ou fédéral, en Canada, depuis 1928".

Dans mon dernier discours sur le budget, j'ai déclaré que la dette consolidée nette, telle qu'indiquée par les états des emprunts, de 1921, était de..... \$49,277,594 85

Il est remarquable que, durant cette période intermédiaire de dix ans, au 30 Juin, 1931, nous n'avons augmenté notre dette publique nette que de..... \$ 11,140,442 70

Nos difficultés actuelles, dans la province de Québec, ne proviennent donc pas d'une administration inhabile de nos finances provinciales.

Notre principal problème consiste, je crois, à éviter les difficultés résultant du manque actuel d'équilibre entre nos pouvoirs de production et notre puissance de consommation et nos moyens d'exportation. La mesure de notre prospérité dépend donc des conditions mondiales et, lorsque ces conditions s'émélioreront, nous en profiterons d'autant.

Nous, de cette Province, attendons notre salut de l'aide qui aura pour seul fondement la conviction que c'est le propre de la sagesse de suivre une politique ayant pour effet de créer un état de choses social, politique et industriel nécessaire à l'efficacité des entreprises privées. D'après cette politique, nous croyons que les industries de la province ont atteint un plus haut degré de technique et que la main-d'œuvre en est devenue plus productive. Bien que les profits réalisés aillent directement aux industries privées, les citoyens de la province, par l'entremise de leur gouvernement, jouissent par là même, en fait de taxes, d'une source de revenu supérieur à celui qu'elles auraient autrement produit.

Nous ne devons pas oublier que presque tous les grands services publics ont été établis par entreprise privée, car c'est au courage des inventeurs et des pourvoyeurs de fonds que nous sommes redevables de notre progrès. Le désir de retirer des profits directs et légitimes d'une industrie privée joue le rôle d'antiseptique et prévient la dépression. Le désir de rester en bons termes avec le public et d'être son serviteur honnête et utile, mais non son maître, est un puissant élément pour l'adoption de bonnes mesures.

La période prolongée d'abaissement des prix a provoqué, en notre province comme dans le reste de l'univers, une tension violente dans le domaine des affaires.

En dépit de l'amoindrissement des prix, l'industrie de l'agriculture a remporté des succès dans la province de Québec, en 1930, comme le démontre amplement le revenu total provenant de cette seule source et qui s'élève à plus de deux cent soixante-trois millions de piastres, ce revenu étant de moins de sept pour cent inférieur au revenu annuel moyen des dix années précédentes. Pendant cette période de dix ans, on a obtenu des gains importants dans le revenu annuel provenant des produits de l'industrie laitière, des animaux de la ferme, de l'aviculture et des œufs, et l'on éprouve de la satisfaction à constater que les fruits et les légumes, le sucre et le sirop d'érable, ainsi que l'élevage des animaux à fourrure et la chasse, sont maintenant des sources importantes des revenus agricoles.

Les succès qu'obtient cette industrie fondamentale doivent être attribués à la puissance de la nature et à notre accès facile aux marchés,—tout cela favorisé par l'aide que donne notre gouvernement. Le département de l'agriculture de Québec se fait toujours un devoir de distribuer les renseignements voulus, en ce qui regarde les conditions de la récolte et des marchés, d'encourager les organismes d'achat et de vente et de venir à l'aide des collèges et des écoles d'agriculture. Étant donné qu'il n'y a que seize pour cent de la totalité des terres arables de notre province qui soient cultivés, cela constitue, je le crois, une des fonctions importantes du gouvernement.

De même que pour l'agriculture, l'amoindrissement des prix a aussi exercé son action déprimante sur les autres industries de notre province. Mais, fait bien concluant, l'industrie de la pulpe et du papier,—la principale de notre province,—en d'autres termes, l'industrie du papier à

journal, a fonctionné avec un rendement de 48%, qui peut se comparer avantageusement à celui de l'industrie de l'acier aux États-Unis, qui a donné un rendement de 30% seulement. Et un semblable état de choses a régné dans presque toutes les branches de l'industrie et du commerce de la province.

Une des ressources naturelles les plus importantes de la province de Québec est celle de nos forces hydrauliques et, de nos jours, nous vivons à l'âge de l'énergie hydro-électrique. Il peut bien arriver que les historiens futurs, en faisant une revue rétrospective de cet âge, déclarent que ce fut là le début de la seconde révolution industrielle. La première révolution industrielle,—on le sait parfaitement,—eut ses débuts au milieu du siècle dernier; ce fut le commencement de l'époque du charbon, alors que l'utilisation de la houille, pour l'invention de la machine à vapeur, lança l'Angleterre dans son rapide essor vers la puissance industrielle. En utilisant l'énergie provenant de la houille pour l'exploitation des richesses minérales qui se trouvaient absolument à sa portée, l'Angleterre a pu devenir le principal pays commercial de l'univers. En remplaçant l'énergie provenant de la houille par l'énergie hydro-électrique et en concevant combien sont maintenant améliorés les moyens de transport des richesses minérales et des matières premières que nous possédons en abondance,—nous trouvons, dans la province de Québec, un état de choses presque complètement analogue à celui sur lequel reposa la prospérité de l'Angleterre.

Alors que la situation devient moins incertaine en Europe, un renouveau de confiance.—on peut donc le proclamer avec assurance,—doit remplacer un pessimisme outré et nous acheminer vers l'amélioration des affaires.

Puis-je espérer que l'état financier de la Province, que je viens de soumettre à la Chambre, saura la satisfaire, ainsi que notre population? Peu de provinces, peu de pays, je crois, peuvent montrer un semblable bilan. Et je puis me rendre le témoignage qu'il est fidèle. On se rappelle toute l'éloquence que, les années dernières et pendant la campagne électorale, nos amis de l'Opposition ont employée pour dire que nos surplus étaient fictifs et irréels.

La vérification si complète faite de nos comptes publics par MM. Price, Waterhouse & Co., a mis fin à cette vilaine légende qu'on a voulu accréditer dans le monde financier. Personne n'y a cru, mais périsse le crédit de la Province pour servir les intérêts du parti.

Aucun trésorier ne voudrait terminer un exposé budgétaire, sans prêcher l'optimisme. Je ne saurais me soustraire à cette règle très sage, car c'est encore la confiance en nous-mêmes, l'espérance dans des jours moins sombres, qui seront les meilleurs facteurs de la réhabilitation financière de notre pays.

Mais, avant de m'y arrêter, comme tous les gardiens du trésor, je demanderai à tous de pratiquer l'économie.

Économie au foyer, elle est la base de la prospérité nationale, puis elle permet à chacun de faire la part de la charité privée, nécessaire, de nos

jours, pour soulager les misères et apprendre à ceux qui souffrent que les plus fortunés savent se pencher sur eux pour adoucir l'aigreur qui est souvent l'hôte de la faim et des privations.

Économie municipale, très nécessaire celle-là. Sachons arrêter les initiatives inutiles ou qui peuvent attendre, afin de soulager le fardeau des contribuables et faire face aux échéances des dettes que nos municipalités ont contractées, dans les jours ensoleillés de la prospérité.

Enfin, économie gouvernementale; nous allons la pratiquer et je puis assurer notre population que, dans la prochaine année fiscale, nous saurons boucler notre budget. Nous ne reculerons devant aucun sacrifice pour atteindre ce but. Mais nous demandons à nos gens de ne pas nous faire des appels auxquels nous ne saurions répondre, nous les prions de se rendre compte des temps difficiles que nous traversons, alors que les revenus baissent, que le commerce et l'industrie languissent et que certaines sources de revenus sont presque taries. Nous les supplions de coopérer avec nous pour garder à notre Province son crédit merveilleux et sa belle stabilité financière.

Certes, je ne suis pas pessimiste, car je sais bien que nos ressources naturelles sont intactes.

Le même grand fleuve, dont nous ne voulons pas perdre une parcelle, traverse toujours la province et nous garde la voie ouverte à un commerce mondial, nos champs n'ont rien perdu de leur fertilité, nos forêts, qu'une bonne et généreuse Providence repeuple sans cesse, se tiennent debout, nos mines n'ont donné que quelques bribes de leurs trésors, puis et surtout, notre population est toujours restée courageuse et vaillante.

Courageux et vaillants nos ouvriers, respectueux de l'ordre et des lois, qui souffrent mais qui espèrent. Courageux et vaillants, nos cultivateurs qui, fidèles aux traditions du passé qu'ils conservent pieusement, sont un sûr rempart à certains souffles modernes qui ne savent les atteindre.

Pourquoi serions-nous pessimistes ?

J'ai maintenant l'honneur de proposer que vous quittiez le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

PROVINCE DE QUÉBEC
Recettes et Dépenses Probables
1932 - 1933

RECETTES PROBABLES, 1932-33

DOMINION DU CANADA:

Subside d'après population en vertu de l'acte de l'A. B. du N.,
1907.....\$2,238,959 20
Allocation spéciale en vertu de l'Act de l'A.B. du N., 1907 240,000 00

2,478,959 20
Subside spécial en vertu de 47 Viet., chap. 4, loi du Canada 127,460 68

2,606,419 88
Intérêt sur fonds en fidéicommis..... 59,498 63

2,665,918 51

INTERET:

Intérêt sur fonds d'amortissement placés.....\$ 488,203 12
Intérêts sur prêts et dépôts..... 348,000 00
Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins 250,000 00

1,086,203 12

TERRES ET FORETS.....

4,300,000 00

MINES..... 400,000 00

PECHERIES ET CHASSE..... 400,000 00

TERRES DE LA COURONNE..... 53,000 00

853,000 00

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE:

Timbres judiciaires..... 800,000 00
Honoraires judiciaires, non compris les timbres..... 21,000 00
Fonds des bâties et des jurés..... 80,000 00
Entretien des prisonniers..... 15,000 00
Gardes des prisons de Montréal et de Québec..... 4,000 00
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres.. 3,800 00
Honoraires du grand connétable, Québec..... 2,400 00
Jeunes délinquants..... 6,500 00

932,700 00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des régistres salariés)

350,000 00

Licences.....

2,250,000 00

Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....

6,700,000 00

Loi des vues animées.—Revenu.....

25,000 00

Taxes sur les corporations commerciales, etc.....

3,200,000 00

Droits sur les successions.....

4,000,000 00

Taxes en vertu de 12 George V, chap. 90 (saisine).....

10,000 00

Loi des droits sur certaines mutations de propriétés, S. R. Q., chap. 28.....

50,000 00

Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.....

200,000 00

Loi concernant les véhicules automobiles.....

5,250,000 00

Gazoline.—Droits et honoraires.....

5,700,000 00

Inspection des hôtels et des maisons de pension.—Honoraires.....

5,000 00

Loi des ingénieurs stationnaires de Québec.—Honoraires.....

35,000 00

La Commission des services publics de Québec.—Honoraires.....

20,000 00

Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies.....

235,000 00

Loi concernant les détectives privés.—Revenu.....

1,000 00

Loi pour prévenir les incendies.—Taxe en vertu de 3 Geo. V, chap. 38.....

36,000 00

Pourcentage sur honoraires d'officiers publics.....

15,000 00

Entretien des aliénés.....

750,000 00

do pensionnaires des écoles de réforme et d'industrie.....

215,000 00

Législation.....

15,000 00

Gazette officielle.....

60,000 00

Loyers des édifices publics.....

2,430 60

Revenu casuel.....

150,000 00

Prime, escompte et change.....

25,000 00

Loi des assurances, revenu.....

130,000 00

Loi des compagnies de fidéicommis, revenu.....

7,000 00

Contributions aux pensions, service civil.....

90,000 00

Taxes sur les subventions de chemins de fer.....

10,000 00

Crédit pour la dette publique.....

1,000 00

Ponts de péages.—Revenu.....

200,000 00

\$39,575,252 23

DÉPENSES PROBABLES, 1932-33

Dette publique.....	\$ 6,013,212 24
Législation.....	669,210 00
Gouvernement civil.....	2,338,718 00
Administration de la justice, etc.....	2,570,506 15
Instruction publique, etc.....	3,616,070 00
Affaires municipales.....	41,000 00
Asiles d'aliénés.....	1,665,482 50
Écoles de réforme et d'industrie.....	490,000 00
Hygiène.....	529,500 00
Travaux publics, (ordinaires).....	1,681,907 75
Travail.....	445,600 00
Agriculture.....	3,575,500 00
Voirie et mines.....	8,305,000 00
Terres et forêts.....	1,889,440 00
Colonisation, chasse et pêcheries.....	2,161,000 00
Institutions de bienfaisance.....	23,865 00
Charges sur le revenu.....	1,557,000 00
Services divers.....	814,950 00
Fonds de l'assistance publique.....	1,000,000 00
	<hr/>
	\$39,387,961 64
